VENEZUELA - Martine Gozlan, Axel Gyldén, David Pujadas ou… Oliver Stone : qui est le journaliste ?

Thierry Deronne, Laynel Fumero et Nelson Cova

lundi 14 septembre 2009, mis en ligne par Thierry Deronne

Caracas, le 8 septembre 2009.

L'article de *Marianne* s'appelle « Hugo Chavez vire – vraiment – autocrate ». Avec « Hugo Chavez » écrit en rouge. Une photo le montre brandissant un livre rouge. La légende confirme : « le président vénézuélien s'applique à bétonner son pouvoir personnel ». On nous parle de violence, de blessés, d'arrestations, de fermeture de médias, d'un chaos qui « sent la mise au pas », et de lois sur mesure pour bâillonner l'opposition. C'est signé Martine Gozlan (19 août-4 septembre 2009).

Dans *L'Express* du 8 septembre Axel Gyldén confirme : « le Venezuela est devenu, sous Chavez, une autocratie gérée comme une hacienda. La pauvreté n'a pas reculé. La criminalité a explosé. Les emprisonnements politiques arbitraires se multiplient. Les atteintes à la liberté d'informer sont devenues la norme. La guérilla "bolivarienne" des FARC (coupable de crimes odieux et d'enlèvements par centaines) compte sur l'appui déclaré du président "bolivarien".

Mais pourquoi le Venezuela excite-t-il à ce point la langue de bois du Parti de la presse et de l'argent ? Noam Chomsky, en visite à Caracas il y a quelques jours, expliquait au président vénézuélien : « La mafia des puissants ne vous pardonnera jamais tant que vous ne payez pas leur rançon. Si vous la payiez vous seriez traité comme « un remarquable homme d'État ». Mais vous êtes devenu le dangereux microbe à exterminer. » [1]

Deux sondages récents, celui de l'IVAD, agence publique et celui de Datanalisis, agence privée peu suspecte de sympathie pour Hugo Chávez, indiquent que la popularité du président continue de grimper. Près de 60 % d'opinions positives en août 2009, conséquence logique des progrès économiques et sociaux, de la baisse continue de la pauvreté, de l'essor de la santé publique en milieu populaire, etc.

Samedi dernier opposants (minoritaires) et partisans (majoritaires) de la Loi sur l'éducation ont manifesté pacifiquement, sans heurts ni blessés. Les dirigeants de l'opposition sont dépassés par l'adhésion croissante de la population, dont une part de leur propre base, aux avancées sociales, à la démocratie participative. Divisée, incapable de proposer une alternative sociale, l'opposition voit fondre ses voix au fil des scrutins. Et ce malgré son quasi monopole des ondes télévisées, radio (80 % du spectre hertzien) et de la presse écrite.

Cette perte d'influence pousse de temps à autre quelques casseurs de droite à fournir les « illusions nécessaires » aux photographes d'AFP et de Reuters. Mais ces gros plans en circuit fermé mondial ne trompent plus la majorité des vénézuéliens, bénéficiaires d'une transformation pacifique menée depuis dix ans par la voie des urnes et des lois. Processus remarquable si on compare avec la violence des pays voisins, Colombie ou Mexique. Dans une société composée à 80 % de secteurs populaires, qui – mis à part une minorité raciste, hantée par la haine de classe comme en Bolivie – s'opposerait sérieusement à une loi créant « l'éducation publique et sociale, obligatoire, gratuite, de qualité, de caractère laïque, intégral, permanent, socialement pertinente, créative, artistique, innovatrice, pluriculturelle, multiethnique, interculturelle et multilingue » ? [2]

Le cinéaste Oliver Stone vient de présenter à la Mostra de Venise son nouveau documentaire. Cette patiente enquête de terrain sur les révolutions latino-américaines l'a amené a rencontrer de nombreux chefs d'État [3]

Sur ce que nous lisons, voyons ou entendons tous les jours sur le Venezuela, Stone a déclaré : « Le manque de liberté d'expression que dénoncent les médias et l'opposition vénézuélienne est un mensonge. Celui qui va au Venezuela se rend compte que 80, 90 % des médias sont contre Chávez. Ils disent des choses très dures sur lui et il le tolère. Il ne punit pas ces personnes, elles sont toujours en place. Aux États-Unis cela ne se passerait pas ainsi. » [4]

Ces propos ont suscité la réponse courroucée de David Pujadas sur France 2, lors du journal télévisé de 20h du 8 septembre 2009 :

> « Image de la Mostra de Venise, une fois n'est pas coutume, ce n'est pas un acteur ou une actrice qui tient la vedette de ce très célèbre festival mais le président vénézuélien : Hugo Chávez. Le réalisateur américain Oliver Stone lui consacre en effet un documentaire admiratif et il a été ovationné par le public, ironie du sort, il faut tout de même savoir qu'au même moment Hugo Chávez s'apprête à interdire dans son pays 29 radios suscitant de vives critiques de la part des défenseurs de la liberté de la presse. » [5]

« Chavez a fermé une trentaine de radios » s'indigne Martine Gozlan. C'est tout le contraire. En révoquant légalement des concessions périmées ou acquises frauduleusement, la CONATEL – le CSA vénézuelien – se montre plus démocrate que son homologue français. Elle libère des fréquences que pourront occuper des médias associatifs. Elle tient compte de la revendication des citoyen(ne)s qui veulent s'exprimer en dehors du monopole commercial ou évangéliste. Faire passer, comme le fait Mme Gozlan, une démocratisation (timide) du spectre radioélectrique pour une atteinte à la liberté d'expression, était un classique des campagnes contre Salvador Allende.

Mais « Chavez-est-le-grand-ami-du-tyrannique-Amadinejhad ! » répète Martine Gozlan en début et en fin d'article pour mieux fixer l'adhésion du lecteur. Il est vrai que le président vénézuélien a reconnu (comme le *Washington Post* ou *Le Figaro*) que le président iranien a été élu par la majorité et qu'il a précisé qu'une minorité ne peut remettre en cause le verdict des urnes. Le président Lula, qui n'est pas vraiment un intégriste, vient de critiquer vivement les occidentaux : « Les puissances occidentales se trompent dans leur politique vis-à-vis de l'Iran, en faisant pression sans dialoguer. Critiquer le processus électoral revient à s'immiscer dans les affaires intérieures. Je déplore le climat de sanctions que projette l'Occident sans nouer de relation directe avec Téhéran. Il est impératif de parler avec le président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Cela vaut pour Barack Obama comme pour Nicolas Sarkozy ou Gordon Brown. » [6]. Le coup de « l'axe du mal » Venezuela-Iran permet d'occulter que l'essentiel de la politique extérieure de Chávez, inspirée par l'esprit de Bandoeng et par la vision émancipatrice de Bolívar, vise l'unité et l'indépendance de l'Amérique Latine et des pays du Sud en général : Petrocaribe, Unasur, Banque du Sud, monnaie commune, ALBA, Sommet latino-africain… tant de chantiers dont on ne nous dira rien.

L'écrivain et historien pakistano-britannique Tariq Ali, auteur de *The Clash of Fundamentalisms : Crusades, Jihads and Modernity* (Verso, 2002), est coscénariste du film d'Oliver Stone. Pour lui, « qualifier le président vénézuélien d'autocrate populiste est peu objectif ou mal informé. Les médias états-uniens et européens agissent contre l'Amérique du Sud et ses présidents. Nous avons fait ce film pour résister à ces campagnes. Oliver Stone s'est rendu sur place avec sa caméra et a interviewé 5 ou 6 présidents. Pour que le spectateur puisse se faire sa propre opinion. […] Avant, les pauvres étaient invisibles, personne ne se souciait d'eux. En Bolivie 85% de la population sont des Indiens mais on ne parlait jamais d'eux. Evo Morales les a rendus visibles. Au Venezuela, les pauvres ne votaient pas parce qu'ils savaient que cela ne servait à rien, que cela ne ferait pas la différence. Aujourd'hui ils votent parce qu'ils savent qu'ils peuvent faire la différence et ils votent pour le président Chávez. Celui-ci a organisé plus d'élections que n'importe quel gouvernement d'Amérique Latine. Chaque fois qu'il l'a fait il avait 80% des médias contre lui et pourtant il a gagné. Plus démocratique que cela, impossible. » [7]

Pourquoi *Marianne* ou *L'Express* embrassent-ils aveuglément la vulgate mondiale ? Un simple droit de

suite démonterait facilement des années de mensonge. Ne nous annonçait-on pas, il y a deux ans, la militarisation du régime, le parti unique, le joug des lois spéciales, la « cubanisation » du Venezuela ? Or qu'en est-il aujourd'hui ? Le régime ne s'est pas militarisé, le parti n'est pas unique (on compte quarante partis de droite à gauche) et les lois spéciales (prévues dans la Constitution antérieure à Chavez) ont simplement permis d'accélérer quelques grands projets au service de la justice sociale (nationalisations de secteurs-clefs comme l'électricité, la sidérurgie, les télécommunications, le ciment pour la construction etc.). Les multiples scrutins ont tous été validés par les observateurs de l'Union européenne, de l'Organisation des États américains ou du Centre Carter comme « transparents, équitables, offrant les garanties nécessaires à l'opposition ». Des milliers de conseils communaux pratiquent le budget participatif pour attaquer la corruption et continuer à faire baisser la pauvreté.

Martine Gozlan demande sans rire que Marianne dénonce enfin l'autocrate… « après avoir tant critiqué dans nos colonnes ceux qui l'attaquent ». Certes transformer en « autocratie » une démocrate participative soutenue par les mouvements sociaux de tout le continent, présente quelque avantage au cas où les puissants de ce monde repassaient à l'action.

Thierry Deronne, est Lic. en communications sociales. **Laynel Fumero** et **Nelson Cova** sont politologues.

Première publication sur www.larevolucionvive.org.ve.

Notes

[1] Noam Chomsky, Caracas, août 2009, voir aussi l'article sur sa conférence.

[2] Sur la désinformation qui pèse sur la nouvelle loi de l'éducation, voir « Mr. Langelier prend un aller simple pour le pays des soviets ».

[3] Voir la bande-annonce de *South of the border*.

[4] Oliver Stone, conférence de presse à la Mostra de Venise, 06-09-2009.

[5] Transmis par ACRIMED.

[6] Président Lula, déclarations à TV5 & RFI à la veille du voyage de Nicolas Sarkozy au Brésil.

[7] Tariq Ali, conférence de presse à la Mostra de Venise, 06-09-2009.